

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 28/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GURDEBEKE SA (Lihons)

65 boulevard Carnot
60400 Noyon

Références :
Code AIOT : 0005105074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 dans l'établissement GURDEBEKE SA (Lihons) implanté Ecopole Carimara 80320 LIHONS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale visant à vérifier la mise en place des conditions prévues par le Code de l'Environnement permettant d'éviter la mise en décharge de déchets valorisables.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GURDEBEKE SA (Lihons)
- Ecopole Carimara 80320 LIHONS
- Code AIOT : 0005105074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Le site GURDEBEKE SA de Lihons est une installation de stockage de déchets non dangereux, réglementée par

l'arrêté préfectoral d'autorisation initiale du 24 mars 2000, complété notamment par les arrêtés préfectoraux du 17/07/2015 et 08/08/2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification des rapports de caractérisation déchets et attestation de tri fournis par les producteurs de déchets (action nationale)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
2	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
3	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les nouvelles dispositions réglementaires introduites par la loi AGECE n'ont pas entièrement été mises en place sur le terrain. Néanmoins, le ministère a accordé une période de tolérance, jusqu'à fin 2022. Aucune sanction n'est ainsi proposée pour le moment.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mise en œuvre effective du contrôle visuel des déchets réceptionnés en ISDND.
Constats : Contrôle visuel par caméra de l'opératrice du centre de pesée sur le pont bascule quand le camion n'est pas bâché puis sur le quai de déchargement. Un contrôle visuel est également réalisé par l'agent de conduite du compacteur. 8 bordereaux de refus ont été émis en 2022 à la suite de la livraison d'un chargement non conforme en raison de la présence de cartons et déchets verts notamment.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification de la réception des rapports annuels de caractérisation des producteurs de déchets par l'exploitant de l'ISDND. Vérification du contenu des rapports de caractérisation.
Constats : L'exploitant ne respecte pas le point IV de l'article R541-48-3 1° du code de l'environnement. Néanmoins, une période de tolérance a été accordée par le ministère afin que les exploitants se mettent en conformité avec cette nouvelle disposition réglementaire. Il convient que l'exploitant réclame les rapports de caractérisation des déchets auprès des producteurs de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification de la réception par les exploitants d'ISDND et d'incinérateur (éliminant des DND) des justificatifs attestant du respect des obligations de tri par les producteurs de déchets.
Constats : L'exploitant a ajouté au niveau de son modèle de FIP un encadré précisant que le producteur du déchet respecte les obligations de tri auxquelles il est soumis. Le producteur atteste ainsi respecter ses obligations de tri en signant le document. Néanmoins, la liste des collectes séparées mises en place, ainsi que les consignes de tri associées ne sont pas précisées.
Observations : Il convient de demander aux producteurs, en plus d'attester du respect de leurs obligations de tri, la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet